

Saisine relative au projet « CPA »

Annexe 1 : synthèse des recommandations

Ces constats et recommandations sont détaillés dans le rapport d'analyse joint.

	Thèmes, constats et risques identifiés	Recommandations
1. Valeur des services numériques Maximiser la valeur des services numériques initiaux.	<u>Constats et analyse :</u> La valeur des services numériques intégrés initialement au portail n'est pas garantie. Les mécanismes permettant de concevoir, adapter et faire évoluer rapidement ces services sont insuffisamment définis, y compris en termes d'impacts économiques.	<u>Recommandations :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Définir une stratégie visant à maximiser la valeur ajoutée des services numériques • Piloter la réalisation des services en fonction de leur apport de valeur pour les utilisateurs. • Clarifier les impacts potentiels du SI CPA sur les objectifs propres et les processus métiers des acteurs de la formation professionnelle pour en faire des démultiplicateurs d'utilisation des services du portail.
Faire évoluer et adapter les services numériques aux besoins.	<u>Constats et analyse :</u> Les mécanismes permettant d'acter et de réaliser rapidement des évolutions sur les services numériques sont insuffisamment définis, y compris et surtout, en termes d'impacts financiers complémentaires pour l'Etat. La stratégie sur la plateforme de développement « ouverte » pour des acteurs tiers, susceptible d'assurer une certaine flexibilité dans l'apport de services innovants, n'est pas encore actée et ne pourra pas, en l'état, produire de résultats.	<u>Recommandations :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Définir les cas d'utilisation concrète des outils d'analyses comportementales prévus dans le projet. Les associer à un dispositif de décisions et d'actions clair en cas de non-atteinte des objectifs d'utilisation du CPA. • Préciser le cadre contractuel et financier de long terme pour des évolutions rapides des services existants ou la construction éventuelle de nouveaux services numériques • Arbitrer le choix de l'hébergement d'une plateforme de développement ouverte et la gouvernance associée, au regard de sa valeur ajoutée pour les usagers et des potentiels gains, notamment financiers pour l'Etat. • Etudier les opportunités d'intégration de services existants (ex sur l'emploi store). Renforcer les liens avec les acteurs du numérique et de la formation professionnelle

<p>2. Coûts de fonctionnement de la solution</p> <p>Instaurer un cadre financier plus favorable pour l'Etat.</p>	<p><u>Constats et analyse :</u></p> <p>Les coûts de fonctionnement de la solution ne sont pas optimisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> La justification par la CDC des coûts de fonctionnement prévisionnel du SI CPA décrits dans son chiffrage estimatif du 27 mai 2016 - hors maintenance évolutive et hors impact de nouvelles fonctionnalités- est insuffisante pour juger de leur adéquation avec le niveau d'engagement de service proposé. En contrepartie de la délégation du SI vers la CDC sur le long terme, il n'a pas été passé de convention de service favorable à l'Etat permettant à la fois d'augmenter le niveau de service de l'opérateur et de réduire ses coûts récurrents. 	<p><u>Recommandations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Acter d'ici le 01/01/2017, une convention de service avec la CDC visant à instaurer un cadre financier plus favorable pour l'Etat (dispositions classiques et éprouvées de contrats d'infogérances avec des prestataires privés pour prévoir des révisions annuelles, à la baisse, des coûts récurrents du SI CPA, assortie d'une augmentation progressive du niveau de service fourni par la CDC, au titre de l'apprentissage). Préciser dans la convention les modalités de mise à disposition des crédits et assurer un suivi régulier de la consommation des dépenses par la CDC, afin de permettre à la MOA Stratégique de réaliser le contrôle indispensable des crédits alloués par l'Etat pour la construction de la solution, son fonctionnement et le pilotage budgétaire du SI CPA. Afin de s'assurer du bon suivi de cette convention, mettre en œuvre des dispositifs spécifiques de pilotage (type PMO) au niveau de la maîtrise d'ouvrage stratégique pour le SI CPA en cohérence avec le SI CPF. Préciser les modalités de travail entre les deux équipes SI CPA et SI CPF, compte tenu du niveau de couverture commun des deux projets (y compris opérateur)
<p>3. Maintenabilité de la solution</p> <p>Sécuriser l'exploitation et la réversibilité de la solution vers l'Etat.</p>	<p><u>Constats et analyse :</u></p> <p>La maintenabilité du SI CPA n'est pas sécurisée. A la date de notre intervention, la CDC ne s'est, pas astreinte à la production des éléments permettant de comprendre, suivre et évaluer ses travaux, notamment en termes de logique de conception et de construction de l'architecture fonctionnelle et technique de la solution. Ce manque de documentation met en risque la bonne exploitation du SI CPA et, en particulier, toute possibilité de réversibilité de la solution vers l'Etat.</p>	<p><u>Recommandations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Expliciter et documenter les choix techniques réalisés (dossier d'architecture fonctionnelle, applicative et technique), y compris via une rétro spécification des éléments structurants, afin de garantir la capacité de l'opérateur à faire évoluer le SI en toute sécurité et d'assurer sa réversibilité vers l'Etat le cas échéant.

